



**Commission
internationale**

*Alternative
Libertaire*

Bulletin d'information – numéro 2 – Octobre 2015

www.alternativelibertaire.org www.anarkismo.net

Sommaire :

Liberté pour Koltchenko, Sentsov et tous les prisonnier-es politiques de l'Etat **russe** (Page 2)

Poutine, le dictateur **russe**, le tueur de tchéchènes et d'ukrainiens, l'allié de Bachar Al Assad, reçu à Paris (Page 3)

Liberté de circulation ! Liberté d'installation ! « **No one is illegal** » (Pages 4 et 5)

Au **Brésil**, naissance de la FARPA (Page 5)

Apoyo Mutuo, une nouvelle organisation dans l'**Etat espagnol** (Pages 6 et 7)

A Bruxelles, on bloque le **Conseil européen** (Page 7)

Xochicuautila (**Mexique**) : le gouvernement décrète, mais la communauté contre-décrète ! (Page 8)

Liberté pour Miguel Peralta Betanzos ! (Page 8)

Collectif des Anarchistes solidaires du **Rojava** (Page 9)

Ben Barka et ses assassins (Pages 10 et 11)

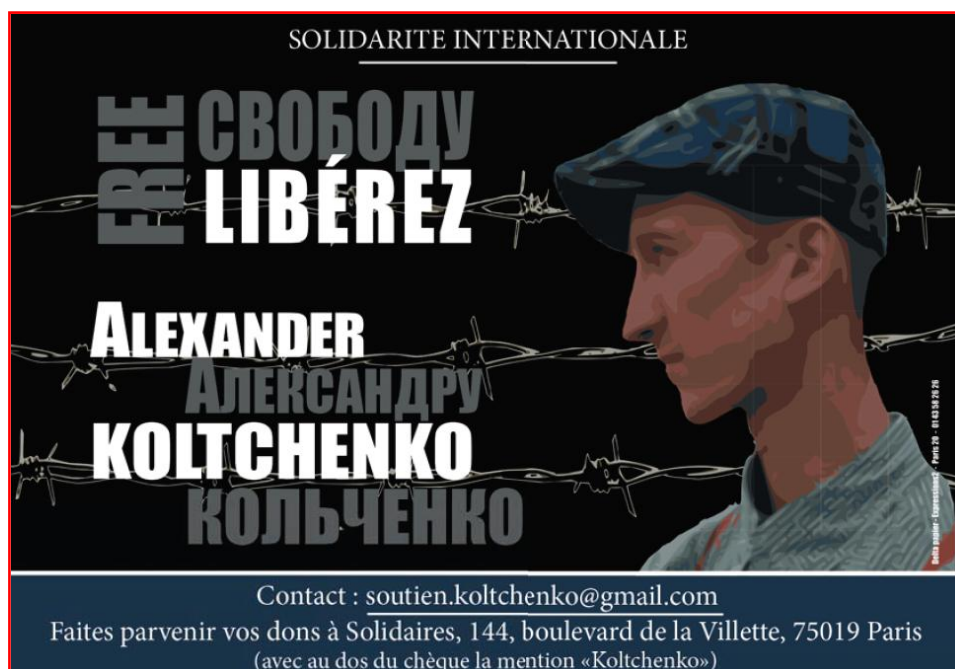
Création de Corriente Libertaria au **Pérou** (page 12)

Vers la fondation d'une organisation politique anarchiste sur le territoire **grec** (page 12)

Pour un Centre social libertaire à **Cuba** (page 12)



Liberté pour Koltchenko, Sentsov et tous les prisonnier-es politiques de l'Etat russe



Alexandr Koltchenko est connu en Crimée pour ses engagements antifascistes, syndicaux, anarchistes, écologistes.

A l'issue d'un procès organisé, par le pouvoir russe, aux seules fins de condamner les accusés, il a été condamné à 10 ans de camp de travail et son co-accusé, le cinéaste Oleh Sentsov, à 20 ans. Durant toutes les séances du procès, les deux accusés ont refusé de reconnaître les faits.

Leurs avocats ont interpellé les « témoins » à charge qui n'avaient guère de réponse à donner ; une des deux personnes qui avaient été condamné avant eux à 7 ans d'emprisonnement (parce qu'elle avait accepté de reconnaître les faits dont on l'accusait) a indiqué que son témoignage à charge avait été obtenu sous la torture. **Plus que jamais nous réclamons la liberté pour A. Koltchenko et O. Sentsov !**

Le collectif d'organisations qui mène campagne en France, dont Alternative Libertaire est membre, poursuit ses activités. Réunions publiques, rassemblements, tribunes dans la presse, affiches, concerts de soutien, seront planifiés lors de la prochaine réunion unitaire en octobre.

Nous appelons à amplifier la solidarité internationale afin de dénoncer leur enlèvement et leur détention par les autorités russes, exiger leur libération immédiate, et pour que le gouvernement ukrainien revendique explicitement leur libération.

Nous continuons les actions dirigées vers l'ambassade ou les consulats russes (des rassemblements ont été organisés à plusieurs reprises), et pour faire connaître la situation des prisonniers politiques de l'Etat russe (des affiches et autocollants sont disponibles, des réunions publiques peuvent être programmées).

Nous poursuivons la souscription pour financer les frais de justice et aider ses comités de soutien à populariser la campagne de solidarité en Russie et en Ukraine. Les règlements sont à adresser à Solidaires (à l'ordre de Solidaires, avec au dos du chèque Koltchenko), 144, bd de la Villette, 75019 Paris.

Des informations sont disponibles sur le site de nos camarades russes d'Автономное действие¹.

¹ Action Autonome : www.avtonom.org/people/aleksandr-kolchenko

Poutine, le dictateur russe, le tueur de tchéchènes et d'ukrainiens, l'allié de Bachar Al Assad, reçu à Paris

Alternative Libertaire, l'Assemblée Européenne des Citoyens, le CEDETIM-IPAM, le Collectif Urgence Solidarité Syrie, Emancipation, Ensemble !, Freedom Syria, L'insurgé, Naskon, Sotak horia, Souria Houria, Ukraine action et l'Union syndicale Solidaires ont réagit et organisé un rassemblement à Paris, le 2 octobre, à partir d'un appel lancé par des opposant-es syrien-nes, ukrainien-es et russes.. Il était nécessaire que la venue en France d'un dictateur ne se fasse pas sans réaction du mouvement ouvrier, ce qui n'exonère aucun autre régime intervenant en Syrie, ni celui d'Ukraine, de leurs responsabilités.

Le 2 octobre le président russe Vladimir Poutine vient à Paris pour participer à un sommet portant sur le conflit en Ukraine. Il devrait également discuter de la Syrie avec le couple franco-allemand. Cependant, le Kremlin emprisonne ses opposants politiques, fournit massivement des armes qui tuent des civils ukrainiens et syriens et envoie des militaires russes en Ukraine et en Syrie. De plus, la politique et les interventions du Kremlin contraignent, en Syrie et en Ukraine, des millions de personnes à fuir leur maison. Dans ces deux pays, Poutine mène la même politique : empêcher un peuple de décider librement de son avenir.

Après 4 ans de soutien militaire de Poutine à Bachar, la situation en Syrie n'a fait qu'empirer (plus de 250 000 morts, et l'armée de Bachar, soutenue notamment par Poutine, est responsable de la mort de plus de 95 % des civils tués). Et toute intervention, qu'elle soit ou non avec l'appui de la France, ne permet pas d'en finir avec Daech.

Si le gouvernement français défendait vraiment les libertés démocratiques il faudrait qu'il commence par exiger la fin de tous les massacres et des meurtres, la libération des prisonniers politiques (en Syrie - plus de 215 000 -, mais aussi en Russie - plus de 200), et la fin des agressions militaires.

Nous n'acceptons aucune collaboration avec les dictateurs ! Ni Poutine ! Ni Bachar ! Ils sont la cause et non pas la solution des problèmes.



Liberté de circulation ! Liberté d'installation !

« No one is illegal »



Alternative Libertaire est cosignataire, avec le CEDETIM, Emancipation, Ensemble !, le NPA, l'UJFP et l'Union syndicale Solidaires, de ce tract du Collectif Avec la Révolution Syrienne¹ :

Depuis le mois de janvier, plus de 3000 réfugiés sont morts sur les chemins de l'exil, en essayant de rejoindre l'Europe. Ces hommes, ces femmes, ces enfants, après avoir subi de multiples violences (guerre, bombardements, tortures,...), dans leur pays d'origine et lors de leurs parcours migratoires chaotiques, se heurtent aux "murs" des législations et dispositifs de l'Union Européenne : règlement de Dublin, agence de surveillance et de contrôle des frontières (Frontex)...

À ces dispositifs, auxquels participent les gouvernements français et allemand, s'ajoutent des dispositifs des États nationaux. Ainsi en France, l'actuel gouvernement a laissé en place les politiques restrictives en matière d'accueil et de droit d'asile prises précédemment (notamment par Sarkozy). De plus, de nouveaux textes (loi sur l'asile, loi sur le droit des étrangers), sous couvert d'apporter des améliorations en matière de séjour, perpétuent voire aggravent la précarité des personnes en situation régulière. Ces textes prévoient d'accentuer encore la chasse aux étrangers et la surveillance de la population en autorisant notamment la préfecture à consulter, à tout moment, les données de nombre d'organismes (établissements scolaires et du supérieur, Sécurité sociale, poste, banques...)

**Liberté de circulation !
Liberté d'installation !
"No one is illegal"**

Depuis le mois de janvier, plus de 3000 réfugiés sont morts sur les chemins de l'exil, en essayant de rejoindre l'Europe. Ces hommes, ces femmes, ces enfants, après avoir subi de multiples violences (guerre, bombardements, tortures,...), dans leur pays d'origine et lors de leurs parcours migratoires chaotiques, se heurtent aux "murs" des législations et dispositifs de l'Union Européenne : règlement de Dublin, agence de surveillance et de contrôle des frontières (Frontex)...

À ces dispositifs, auxquels participent les gouvernements français et allemand, s'ajoutent des dispositifs des États nationaux. Ainsi en France, l'actuel gouvernement a laissé en place les politiques restrictives en matière d'accueil et de droit d'asile prises précédemment (notamment par Sarkozy). De plus, de nouveaux textes (loi sur l'asile, loi sur le droit des étrangers), sous couvert d'apporter des améliorations en matière de séjour, perpétuent voire aggravent la précarité des personnes en situation régulière. Ces textes prévoient d'accentuer encore la chasse aux étrangers et la surveillance de la population en autorisant notamment la préfecture à consulter, à tout moment, les données de nombre d'organismes (établissements scolaires et du supérieur, Sécurité sociale, poste, banques...)

Les gouvernements de nos pays ont une large part de responsabilité dans cet exode massif de réfugiés : soutien politique plus ou moins masqué et ventes d'armes aux dictatures qui écrasent leurs peuples, sans parler des interventions militaires et du pillage économique. Quant à la Syrie, d'où affluent aujourd'hui massivement les réfugiés, les gouvernements des États-Unis et d'Europe ont choisi depuis 4 ans de laisser pourrir la situation. Bachar al-Assad peut donc, depuis 4 ans, avec son appareil militaire et policier torturer et massacrer quotidiennement la population.

C'est par millions que les Syriens fuient ces massacres, la destruction du pays, la misère et les spoliations... La sauvagerie de Daech en rajoute dans cette tragédie dont est victime le peuple syrien. Elle ne doit pas faire oublier que celle du régime continue, avec l'objectif d'anéantir la résistance d'un peuple qui s'est soulevé contre plus de quarante ans de dictature. Ce pourquoi le combat pour en finir avec Assad et avec son régime demeure parfaitement légitime.

Hollande a annoncé l'extension à la Syrie des bombardements français contre Daech, jusque-là cantonnés à l'Irak. Quel rapport avec la question des réfugiés ? Quelle utilité alors que les bombardements américains ont montré leur inefficacité pour stopper Daech ? Alors que l'armée d'Assad contrôle le ciel syrien, cela n'implique-t-il pas une collaboration entre l'armée française et l'armée d'Assad ? Au-delà des gestuculations médiatiques, s'agit-il de préparer un changement stratégique de la politique française ? Pour renoncer à l'exigence d'en finir avec Bachar al-Assad et le reconnaître comme un interlocuteur indispensable. Ce que réclament de longue date et de plus en plus fortement nombre de voix au plan international et en France...

Dans le même temps, on laisse le gouvernement Erdogan intensifier sa guerre contre les Kurdes, pourtant en première ligne face à Daech...

Il faut déplorer l'insuffisance de la solidarité du mouvement ouvrier international, lequel devrait être en première ligne pour apporter de l'aide au peuple syrien, et aux autres peuples de la région qui se voient privés de leurs droits. Celle-ci pèse lourdement dans l'isolement des combats de ces peuples contre les dictatures, les guerres et la misère...

Cette solidarité est plus que jamais nécessaire et urgente, comme l'est aussi l'accueil en France de tous les réfugiés qui en font la demande : un accueil digne de ce nom, pérenne (régularisation), libre de toute surveillance. Ce qui implique de dénoncer et d'imposer que cessent les violences exercées en France (procédures de tri, de rétention administrative, de surveillance de la population, d'expulsion, etc) et de combattre les lois qui le permettent.

Il faut en finir avec FRONTEX, le dispositif de Dublin et toutes les lois sur les étrangers qui entravent la liberté de circuler.

LIBERTÉ DE CIRCULER DE S'INSTALLER

collectif Avec la Révolution Syrienne :
Alternative Libertaire, Celeft, Emancipation, Ensemble, NPA, UJFP,
09 / 2016
https://www.facebook.com/aveclarevolutionsyrienne

Les gouvernements de nos pays ont une large part de responsabilité dans cet exode massif de réfugiés : soutien politique plus ou moins masqué et ventes d'armes aux dictatures qui écrasent leurs peuples, sans parler des interventions militaires et du pillage économique. Quant à la Syrie, d'où affluent aujourd'hui massivement les réfugiés, les gouvernements des États-Unis et d'Europe ont choisi depuis 4 ans de laisser pourrir la situation. Bachar al-Assad peut donc, depuis 4 ans, avec son appareil militaire et policier torturer et massacrer quotidiennement la population.

C'est par millions que les Syriens fuient ces massacres, la destruction du pays, la misère et les spoliations... La sauvagerie de Daech en rajoute dans cette tragédie dont est victime le peuple syrien. Elle ne doit pas faire oublier que celle du régime continue, avec l'objectif d'anéantir la résistance d'un peuple qui s'est soulevé contre plus de quarante ans de dictature. Ce pourquoi le combat pour en finir avec Assad et avec son régime demeure parfaitement légitime.

¹ www.facebook.com/aveclarevolutionsyrienne

Hollande a annoncé l'extension à la Syrie des bombardements français contre Daech, jusque-là cantonnés à l'Irak. Quel rapport avec la question des réfugiés ? Quelle utilité alors que les bombardements américains ont montré leur inefficacité pour stopper Daech ? Alors que l'armée d'Assad contrôle le ciel syrien, cela n'implique-t-il pas une collaboration entre l'armée française et l'armée d'Assad ? Au-delà des gesticulations médiatiques, s'agit-il de préparer un changement stratégique de la politique française ? Pour renoncer à l'exigence d'en finir avec Bachar al-Assad et le reconnaître comme un interlocuteur indispensable. Ce que réclament de longue date et de plus en plus fortement nombre de voix au plan international et en France... Dans le même temps, on laisse le gouvernement Erdoğan intensifier sa guerre contre les Kurdes, pourtant en première ligne face à Daech...

Il faut déplorer l'insuffisance de la solidarité du mouvement ouvrier international, lequel devrait être en première ligne pour apporter de l'aide au peuple syrien, et aux autres peuples de la région qui se voient privés de leurs droits. Celle-ci pèse lourdement dans l'isolement des combats de ces peuples contre les dictatures, les guerres et la misère...

Cette solidarité est plus que jamais nécessaire et urgente, comme l'est aussi l'accueil en France de tous les réfugiés qui en font la demande : un accueil digne de ce nom, pérenne (régularisation), libre de toute surveillance. Ce qui implique de dénoncer et d'imposer que cessent les violences exercées en France (procédures de tri, de rétention administrative, de surveillance de la population, d'expulsion, etc.) et de combattre les lois qui le permettent.



Il faut en finir avec FRONTEX, le dispositif de Dublin et toutes les lois sur les étrangers qui entravent la liberté de circuler.

Au Brésil, naissance de la FARPA

Au Brésil, ce sont deux collectifs¹ qui viennent de fusionner pour créer la **Federação Anarquista dos Palmares**. De nombreuses organisations communistes libertaires d'Amérique du sud, et notamment celles membres de la Coordenação Anarquista Brasileira (CAB) ont salué cette dynamique unitaire qui donne naissance à une organisation plus forte dans cette région du Brésil. Alternative Libertaire a également adressé un message aux camarades de la FARPA, soulignant leur détermination à construire une organisation libertaire de classe, à renforcer les luttes, à se battre contre toutes les oppressions.



¹ Coletivo Libertário Delmireense et Coletivo Anarquista Zumbi dos Palmares (www.cazp.wordpress.com)

Apoyo Mutuo¹, une nouvelle organisation dans l'Etat espagnol

Suite au mouvement des Indigné-e-s (le 15-M), est apparue il y a un peu plus d'un an en Espagne une nouvelle force politique : Podemos. De ce même héritage, et à l'initiative de militantes et militants libertaires, syndicalistes de lutte de classe et des mouvements sociaux, est née en mai dernier une autre organisation : Apoyo Mutuo (AM). Si le parti de Pablo Iglesias a fait le choix de peser sur l'échiquier politique en se présentant aux élections, avec un certain succès comme le prouvent les conquêtes des mairies de Madrid et de Barcelone par des listes soutenues par Podemos, Apoyo Mutuo a choisi une autre voie, en dehors du cadre institutionnel, rejetant avec force l'option électorale. Découverte², avec Luis Léon, 19 ans, syndicaliste libertaire et porte-parole de cette nouvelle formation se réclamant de l'anticapitalisme, de la démocratie directe et de l'autogestion.

Alternative libertaire : Ce printemps a été créé Apoyo Mutuo. Peux-tu revenir sur la genèse de votre organisation ?

Luis Léon : Avec l'émergence du mouvement des Indigné-e-s, de nombreuses personnes sont descendues dans la rue sur le mot d'ordre : « Ils ne nous représentent pas ! » Le cycle ouvert par le mouvement des Indigné-e-s s'est aujourd'hui refermé avec comme acquis : une activité, une créativité et des initiatives sociales tout à fait exemplaires. Néanmoins, nous, qui avons été aussi acteurs et actrices de ce mouvement, avons été témoins de sa dérive sur le terrain de l'électorisme. Une forme d'institutionnalisation qui, de fait, a vidé l'essence du 15M et de son projet de transformation sociale, authentiquement révolutionnaire.

Ce processus a fait prendre conscience à de nombreux camarades du besoin de nous organiser politiquement au-delà de ce que peuvent représenter des collectifs ou organisations syndicales (sans pour autant cesser d'être syndiqué-e-s), qui bien souvent ne se battent que pour la défense de nos acquis sociaux. De ce constat est né Apoyo Mutuo, qui a comme finalité l'élaboration d'un projet alternatif de société opposé au modèle étatique et capitaliste, et comme modalité d'action de travailler en lien avec les mouvements sociaux, et non pas sur le terrain électoral.

Peut-on dire qu'Apoyo Mutuo est une organisation libertaire ?

Luis Léon : Apoyo Mutuo n'est pas une organisation spécifiquement libertaire. Nous ne souhaitons pas nous enfermer dans un carcan idéologique. Nous préférons définir notre combat comme anticapitaliste, féministe et écologiste. Cependant, l'étiquette libertaire ne nous gêne pas au vu de la provenance de nombre de nos militantes et militants. De même, notre fonctionnement interne de démocratie directe est à rattacher explicitement au courant anarchiste [...]

Quel est le profil des militantes et militants de Apoyo Mutuo ?



Luis Léon : Il n'y a pas de profil type. Je viens de la CNT. D'autres personnes viennent d'autres groupes libertaires (CGT, SO, Athénées libertaires) ou de syndicats alternatifs et combatifs. La plupart en fait, sont issu-e-s du mouvement des Indigné-e-s, des collectifs de locataires qui luttent contre les expulsions, ou encore de groupes féministes, internationalistes, ou de défense animale.

¹ www.apoyomutuo.net

² L'intégralité de l'interview est dans le mensuel Alternative Libertaire de septembre ou sur le site www.alternativelibertaire.org/?Etat-espagnol-Luis-Leon-Apoyo

En France, il est beaucoup question du phénomène Podemos ; un parti où sont impliqués aussi des personnes issues des mouvements sociaux ainsi que du mouvement libertaire. Peux-tu nous préciser vos rapports avec ce parti ?

Luis Léon : Notre position vis-à-vis de Podemos mais aussi des différentes formes prises par des initiatives similaires au niveau local (Ganemos à Madrid, Barcelona en Comú par exemple) est une position de respect mutuel même si nous avons fait un choix différent du fait de notre anti-électorisme. Nous ne discutons pas leurs choix, ni leurs intentions que l'on juge honnêtes d'autant que la plupart de ses membres sont d'anciennes et anciens camarades qui étaient impliqué-e-s comme nous dans le mouvement des Indigné-e-s ou les mouvements sociaux. Nous pensons juste, à la différence de Podemos, qu'entrer dans le jeu électoral est un piège qui comporte d'irrémediables risques d'institutionnalisation, à moyen ou long terme. Et ce d'autant que dans le contexte espagnol, il n'existe pas de mouvement social suffisamment costaud pour peser et faire pression réellement sur les Partis (y compris Podemos).

Pour moi, Podemos demeure trop restrictif au niveau de son discours. Lutter contre le néolibéralisme c'est bien mais sans s'attaquer aux causes profondes de la structure même du modèle économique, c'est finalement laisser planer l'illusion qu'il existe l'option d'un système capitaliste à « visage humain ». Ce qu'à Apoyo Mutuo nous ne croyons pas. Nous observons, en outre, que Podemos n'échappe pas, malgré sa courte existence, à des dérives inhérentes à tout parti qui s'inscrit dans la politique traditionnelle, à savoir un « leaderisme » toxique et un dirigisme du sommet vers la base [...]

A Bruxelles, on bloque le Conseil européen

Le Collectif Alternative Libertaire de Bruxelles¹ prépare activement le contre-sommet ; du 13 au 17 octobre, camp, blocages du Conseil européen, manifestations, débats, se succéderont. L'appel international résume les enjeux :

A la suite des mesures d'austérité, le cheval de Troie TTIP² avance inexorablement. Ce traité menace notre santé, notre environnement et nos libertés. L'objectif du TTIP : faire triompher la domination du pouvoir financier et des multinationales sur les peuples, avec la complicité de dirigeants politiques.

Mais la lutte s'organise contre ce qui n'est encore qu'un projet ! Des actions sont ainsi prévues à Bruxelles pour bloquer la tenue du conseil européen des 15 et 16 octobre et perturber le bon fonctionnement de la machine capitaliste. Le 17 octobre se déroulera une manifestation internationale.

Afin d'accueillir les militants, un camp libre³ à proximité des institutions européennes sera mis en place. Ce sera l'occasion de renforcer nos liens et notre unité par le partage d'informations, de moyens d'action et par la solidarité concrète dans la lutte. Nous y préparons les actions qui perturberont au maximum ce conseil européen et le monde qui va avec !

Rassemblons-nous à Bruxelles pour exprimer notre colère et montrer aux dirigeants que nous aussi nous savons nous organiser !



¹ www.albruxelles.wordpress.com

² TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) ou TAFTA (Trans Atlantic Free Trade Agreement) ou PTCI (Partenariat Transatlantique sur le Commerce et l'Investissement).

³ www.campnottip.noblogs.org

Xochicuautla (Mexique) : le gouvernement décrète, mais la communauté contre-décrète !

CONTRADECRETO EXPROPIATORIO

EL CONSEJO SUPREMO INDÍGENA DE SAN FRANCISCO XOCHICUAUTLA, AUTORIDAD TRADICIONAL DE LA COMUNIDAD OTOMÍ SAN FRANCISCO XOCHICUAUTLA Y LOS DELEGADOS MUNICIPALES PRIMERO Y TERCERO DE SAN FRANCISCO XOCHICUAUTLA, MUNICIPIO DE LERMA, ESTADO DE MEXICO, en ejercicio de las facultades que nos confiere la comunidad a la cual representamos

DENUNCIAMOS LOS SIGUIENTES HECHOS

- El 8 de julio de 2015, Enrique Peña Nieto, expropió terrenos de las zonas de la comunidad San Francisco Xochicuautla y su barrio La Concepción, Municipio de Lerma, Estado de México, para expropiarlos a la construcción de la Autopista Toluca-Nauyatlán, para concesionársela a la empresa TEYA, S de RL de CV de México.
- La Comunidad otomí de Xochicuautla no ha informado, recibiendo ni consultado debidamente a través de las instituciones representativas tradicionales correspondientes. Tampoco se otorgó el consentimiento para la construcción y operación del proyecto ni se otorgó a ningún organismo público o privado un proyecto de expropiación alguna.
- El territorio que se pretende expropiar por su encontrarse ocupado por la empresa constructora TEYA y por diferentes organismos públicos del Estado, previamente a la publicación del decreto presidencial, demostrando que ninguno de los procedimientos realizados tuvo como finalidad obtener el consentimiento previo, libre, informado y culturalmente adecuado de la Comunidad.
- Desde hace 8 años la Comunidad ha manifestado su rechazo a la realización del proyecto de Autopista en el territorio mencionado y situado a su favor mediante Resolución Presidencial de 8 de agosto de 1951.
- Desde la comisión indígena otomí, existe un vínculo ancestral y sagrado de la Comunidad con su territorio por lo tanto, el Proyecto de Autopista Toluca-Nauyatlán representa un riesgo de afectación grave e irreversible a la Cultura, Tradiciones y Modo de Vida de los habitantes de la comunidad y debido a ello, NO EXISTE UN MONTO DE INDENIZACIÓN ACEPTABLE PARA LA REALIZACIÓN DEL PROYECTO.
- En la opinión de la comunidad indígena otomí de San Francisco Xochicuautla expresada a través de su autoridad tradicional denominada Consejo Supremo Indígena SE CONSIDERA IMPROCEDENTE EL DECRETO EXPROPIATORIO EMITIDO POR EMERIQUE PEÑA NIETO

Y CONSIDERAMOS LO SIGUIENTE

- NO HAY UN CUMPLIMIENTO DE LA CONSULTA PREVIA, LIBRE, INFORMADA, CULTURALMENTE ADECUADA Y DE BUENA FE
- (Si hay)
- ACTUALMENTE EXISTEN VÍAS DE CONEXIÓN SUPERANTES Y EFICIENTES, TANTO LIBRES COMO DE CUOTA PARA CONECTAR EL ÁREA METROPOLITANA DEL VALLE DE TOLUCA Y LA CIUDAD DE MEXICO, ASI COMO LA CIUDAD DE TOLUCA Y EL AEROPUERTO INTERNACIONAL DE TOLUCA
- De acuerdo al artículo 10 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, todos los ciudadanos tienen los deberes de atender, respetar, proteger y garantizar los derechos humanos de TODOS LOS MEXICANOS, por lo tanto LA CAUSA DE UTILIDAD PÚBLICA DEL PROYECTO AUTOPISTA TOLUCA-NAUAYTLAN ES IMPROCEDENTE YA QUE SE VEN VIOLENTADOS LOS DEBERES CON EFECTOS DE LA COMUNIDAD A:
- La libre determinación
- La autonomía
- La cultura
- El territorio
- A la consulta y consentimiento previo libre e informado.

Por todo lo anterior, expedimos el siguiente **CONTRADECRETO**

SE RESTITUYA A FAVOR DE LOS HABITANTES DE LA COMUNIDAD INDÍGENA OTOMÍ DE SAN FRANCISCO XOCHICUAUTLA Y SU BARRIO LA CONCEPCIÓN, UNA SUPERFICIE DE TREINTA Y SIETE HECTÁREAS, NOVENTA Y TRES ÁREAS, OCHENTA Y SEIS CENTIÁREAS DE TERRENOS DE AGOSTADERO COMÚN, POR CAUSA DE VIOLACIÓN A LOS DERECHOS HUMANOS COLECTIVOS DE DICHA COMUNIDAD.

Se exhorta a la Constructora TEYA, al Sistema de Autopistas, Aeropuertos, Servicios Conexos y Auxiliares del Estado de México, así como a la Secretaría de Desarrollo Agrario, Territorial y Urbano, a que detengan los trabajos del proyecto Autopista Toluca-Nauyatlán y a que DESOCCUPEN EN LO INMEDIATO EL TERRITORIO objeto del Contradecreto, el cual pertenece a la comunidad indígena otomí San Francisco Xochicuautla y su barrio La Concepción.

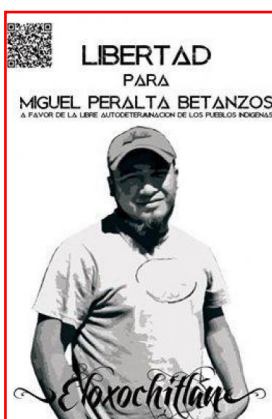
<http://frentedepueblosindigenas.org/>

Le 9 juillet la communauté de Xochicuautla, où avaient été célébrées fin décembre début janvier dernier le début des rencontres du Festival mondial des Résistances et des Rébellions au Capitalisme organisé par l'EZLN et le Congrès National Indigène, s'est vue exproprier d'une partie de ses terres par décret présidentiel. Depuis près de huit ans, la communauté de Xochicuautla résiste à l'imposition d'un projet de construction d'une autoroute privée qui devrait relier les quartiers résidentiels de luxe de la banlieue mexicaine de Santa Fe (ouest de la capitale) jusqu'à l'aéroport voisin de Toluca (État de Mexico)¹.

En réaction, la communauté indigène ñatho de Xochicuautla, située à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de la capitale, a émis le 30 août dernier un « **contre-décret de réappropriation des terres** » afin d'officialiser son refus de la spoliation gouvernementale.

Une lettre², signée par plusieurs collectifs, associations et syndicats a témoigné du soutien en Europe. Alternative Libertaire s'y retrouve pleinement.

Liberté pour Miguel Peralta Betanzos !



Miguel Peralta Betanzos est un jeune anarchiste membre de l'Assemblée Communautaire d'Eloxochitlán de Flores Magón, Oaxaca. Le 30 avril, il a été arrêté au centre-ville de Mexico. **Cette arrestation a été exécutée sans identification et sans mandat d'arrêt, avec une grande violence, par trois personnes en civil, accompagnée de plus de 20 policiers ministériels de la ville de Mexico.** C'est une attaque de plus contre l'Assemblée Communautaire d'Eloxochitlán, dans la continuité de celles perpétrées depuis 5 ans par Manuel Zepeda Cortéz. Cet ex-président municipal s'était imposé de façon autoritaire, en piétinant le système communautaire basé sur les us et coutumes indigènes dont l'Assemblée Générale est l'organe de prise de décisions. Miguel est en prison¹ depuis plus de 5 mois ; Alternative Libertaire exige sa libération immédiate, ainsi que celles des autres prisonniers politiques de l'Etat mexicain !

¹ www.cspcl.ouvaton.org/spip.php?article1049 www.cspcl.ouvaton.org/spip.php?article1059
² www.cspcl.ouvaton.org/spip.php?article1071

Collectif des Anarchistes solidaires du Rojava²

Solidarité face aux massacres d'Erdoğan et ses sbires !

Alors que depuis leur victoire de Kobané, les Unités de Défense du Peuple (YPG) enchaînent les victoires sur Daech et que la solidarité envers la révolution au Rojava continue de s'organiser, les provocations de l'État turc mené par Erdoğan s'accroissent contre le PKK, le HDP, la gauche radicale turque, les Kurdes et toutes les minorités nationales.

Depuis le mois de juillet, où le HDP, parti pro-kurde soutenu par les minorités nationales et l'extrême-gauche turque, a obtenu près de 13 % des voix, devenant de fait une force de poids dans le pays, les provocations gouvernementales se sont multipliées. L'attentat de Suruç – où 33 militants, en soutien au Rojava, ont perdu la vie (dont 3 anarchistes) – a permis à Erdoğan d'entamer une « guerre contre le terrorisme » qui en réalité est une large attaque contre les forces qui se battent au Rojava. Pourtant le projet de société multiethnique, multireligieuse et multiculturelle dont le HDP est porteur est la seule alternative acceptable dans ce contexte face à des groupes ultrareligieux (Daech) ou nationalistes (AKP), face à la dictature d'Assad ou simplement face aux appétits des puissances occidentales. De nombreux bombardements – censés être dirigés contre Daech – ont d'ailleurs eu lieu contre des positions du PKK, et plusieurs villes comme Cizre ont subi un état de siège mais ont résisté et fait plier l'état turc. Ce mois-ci, des attaques coordonnées menées par des groupes fascistes, islamo-nationalistes ou conservateurs de l'AKP (le parti d'Erdoğan) ont eu lieu dans tout le pays contre des locaux du HDP et la population kurde. Près de 2000 arrestations de militants ont été effectuées depuis juillet 2015.

Face à ces agressions, les forces progressistes organisent leur autodéfense et des ripostes.

Tout comme le soutien critique que nous apportons aux révolutionnaires du Rojava, il est primordial pour nous d'exprimer notre solidarité avec le peuple kurde dans sa lutte pour l'émancipation et sa résistance contre les agressions de l'armée turque et des groupes réactionnaires, que ce soit en Turquie ou en Europe, où des manifestations de soutien ont été attaquées par ces mêmes groupes ultranationalistes (par exemple à Cologne le 20 septembre 2015).



La mouvance constituée autour du PKK est la seule force de la région à se battre sur le terrain contre Daech. Autrefois le PKK était un parti de type stalinien, mais il a adopté ces dernières années un programme de « confédéralisme démocratique » qui le rapproche des libertaires.

Toutes ces raisons nous amènent à confirmer le soutien apporté à la révolution au Rojava, dont le projet porte les germes d'une véritable transformation sociale. En conséquence, nous exigeons du gouvernement français :

- que le PKK soit retiré de la liste des organisations « terroristes »,
- de s'engager pour l'ouverture d'un corridor humanitaire pour le Rojava,
- la vérité et la justice pour les trois militantes kurdes assassinées à Paris le 07/01/2013,
- l'arrêt de sa complicité avec l'État turc sous toutes ses formes

Alternative Libertaire est aussi membre de la Coordination Nationale Solidarité Kurdistan. La CNSK organise trois jours de solidarité avec le peuple kurde, les 16,17 et 18 octobre.

¹ Plusieurs de ses lettres de prison sont disponibles : www.liberonsles.wordpress.com/eloxochitlan-de-flores-magon

² www.rojavalolidarite.noblogs.org

29 Octobre 1965

-

29 Octobre 2015

50ème anniversaire de l'enlèvement et de la disparition de

Mehdi Ben Barka

Pour la vérité et la justice

- et nous prononçons contre toute intervention militaire turque et française !

La déraison d'Etats doit faire place à la raison politique et à la vérité. Faisons échec à l'organisation de l'oubli et de l'impunité.

Avec de nombreuses autres organisations associatives, syndicales et politiques, Alternative Libertaire appelle au rassemblement organisé le 29 octobre, à 18 heures. Boulevard Saint-Germain, face à la brasserie Lipp

Ben Barka et ses assassins

Le 29 octobre 1965, Medhi Ben Barka, considéré par le général Juin comme « le plus dangereux adversaire de la présence française au Maroc » est enlevé par deux policiers français devant la brasserie Lipp à Paris. La découverte de toute la vérité sur la disparition et l'assassinat de ce militant anticolonialiste se heurte toujours aujourd'hui à la raison d'État.

Medhi Ben Barka est né à Rabat en 1920. Son histoire est fortement marquée par ces années du 20^{ème} siècle où les peuples colonisés luttent pour leur indépendance politique mais aussi pour la fin de la tutelle des ex-puissances coloniales, avec en perspective leur développement économique, social et culturel ; cela amène à préparer les nécessaires ruptures avec le système capitaliste qui est au cœur du colonialisme, mais aussi à repenser les rapports avec les États dits « socialistes ».

[...] Outre la dénonciation du régime d'Hassan II et la popularisation à l'extérieur du pays des luttes menées au Maroc, Mehdi Ben Barka agit aussi au plan international, notamment en préparant la conférence de la Tricontinentale¹, qui doit avoir lieu à La Havane en janvier 1966, dont l'ambition était de réunir les représentants et représentantes des peuples Afrique, d'Asie et d'Amérique latine confrontés à l'impérialisme. Quatre points sont à l'ordre du jour :

- Lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme.
- « Points chauds » de la lutte anti-impérialiste à travers les trois continents, particulièrement au Vietnam, à Saint-Domingue, au Congo, dans les colonies portugaises, en Rhodésie du sud, en Palestine et dans le Sud-arabique.
- Solidarité anti-impérialiste parmi les peuples afro-asiatico-latino-américains dans les domaines économique, social et culturel.
- Unification politique et organique des efforts des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine dans leur lutte commune pour la libération et l'édification nationales.

¹ Mehdi Ben Barka était le président du Comité international préparatoire de cette conférence Tricontinentale.

Même si les « régimes amis » (U.R.S.S., Chine, ...) ne permirent pas au mouvement de se développer de manière autonome, l'ordre du jour de cette conférence Tricontinentale montre comment les autorités de nombreux pays pouvaient s'inquiéter de sa tenue et se satisfaire de la disparition de son principal promoteur.

[...] Si ce sont bien deux policiers français, Louis Souchon et Roger Voitot, qui enlèvent Mehdi Ben Barka le 29 octobre, il est emmené dans la maison d'un truand français, Georges Boucheseiche, à Fontenay-le-Vicomte. Celui-ci s'envole pour le Maroc le 1er novembre et y restera jusqu'à sa mort en 1972. Le prétendu producteur, George Figon, qui avait attiré Ben Barka au rendez-vous, se « suicide » le 17 janvier 1966.

L'enquête de deux journalistes d'investigation du quotidien israélien *Yediot Aharonot* publiée en mars 2015 apporte d'implacables précisions sur ce que l'on soupçonnait déjà très fortement, à savoir l'implication directe du Mossad israélien [...] Israël est alors redevable d'une dette envers le Maroc, qui exige, en dédommagement de cette collaboration, la tête de Ben Barka. C'est ainsi que le Mossad réussit à localiser Ben Barka à Genève, au kiosque où il relevait son courrier. L'opération sera menée par les services marocains avec l'assistance technique du Mossad (fourniture de voitures et des passeports aux marocains et français impliqués dans l'affaire pour qu'ils puissent rapidement s'enfuir). C'est également le Mossad qui met au point l'embuscade de la réalisation d'un documentaire pour attirer Ben Barka à Paris.

Ben Barka est séquestré et torturé, probablement à mort, à coups de brûlures de cigarettes, d'électrochocs et de simulations de noyade. Les services de renseignements israéliens font ensuite disparaître le corps, enterré en pleine nuit dans la forêt de Saint-Germain, puis dissous à l'acide à l'aide de produits chimiques achetés dans plusieurs pharmacies.

[...] Ce fut un des nombreux combats menés par Daniel Guérin. Une quête de la vérité, mais dans quels buts ? Béchir Ben Barka l'explique dans un entretien de 1995 : « *Ce qui nous poussait, qui poussait Daniel, c'était ce désir de justice mais pas uniquement la justice pour la justice. Ce qui le poussait à travers cette recherche de la vérité, outre cet acharnement à dévoiler toutes les responsabilités, c'était, je crois, la volonté de rester fidèle à un certain idéal et de rendre hommage à celui qui, pour beaucoup de peuples du tiers-monde, le représentait par son engagement* ».

Depuis 50 ans, l'obstruction d'État est totale. Déjà en décembre 1981, Daniel Guérin concluait son livre par cette phrase : « *Bachir [Ben Barka] a formulé le souhait que le changement politique, issu de l'élection présidentielle du 10 mai 1981, permette enfin de découvrir toute la vérité sur le meurtre de son père* ». 34 ans plus tard, nous savons qu'il n'en est rien.

[...] Un nouveau Comité pour la vérité dans l'enlèvement et la disparition de Mehdi Ben Barka a été formé. Comme le rappelle son manifeste, il y a urgence à relancer l'affaire car « *aussi bien du côté marocain que sans doute du côté français, des témoins en possession d'une part de vérité sont encore en vie, les archives pouvant apporter des réponses doivent encore exister, en particulier celles de la C.I.A.* »

[...] Notre courant communiste libertaire est particulièrement attaché à cette lutte, notamment de par l'important rôle joué durant des années par notre camarade Daniel Guérin ; celui-ci a laissé, sur ce sujet comme sur bien d'autres thèmes, un héritage politique qui est une des références sur lesquelles se fonde l'activité d'Alternative libertaire. C'est dans ce prolongement que nous soutenons le Comité nouvellement reconstitué.

Extraits du mensuel Alternative Libertaire¹ d'octobre 2015.

¹ www.alternativelibertaire.org/?-AL-d-octobre-est-en-vente,359-

Création de **Corriente Libertaria** au Pérou

Corriente Libertaria¹ rassemble des membres de l'ex Union Socialista Libertaria (USL), de forces sociales comme la Tendencia Estudiantil Libertaria, des ex-militants et militantes ayant rompu avec des partis de gauche. **Une des priorités sera de travailler dans des organisations de masse, d'intervenir sur les questions syndicales, étudiantes, de quartiers, féministes et écologistes.**

L'organisation dit se reconnaître à travers de nombreuses propositions et organisations communistes libertaires, mais tient à affirmer sa recherche d'une voix spécifique adaptée aux conditions locales et tire le bilan d'expériences précédentes.



Vers la fondation d'une **organisation politique anarchiste** sur le territoire grec

A l'issue d'un processus qui a débuté il y a deux ans, 5 groupes² d'Athènes, Thessalonique et Patra ont lancé un appel pour la conférence de fondation d'une organisation politique anarchiste à l'échelle nationale ; celle-ci se tiendra les 7 et 8 novembre à Athènes. Le texte de l'appel met en avant des thèmes que nous partageons pleinement : la nécessité d'une **organisation politiquement cohérente, ancrée dans les mouvements sociaux, s'inscrivant dans la lutte des classes**. Il se conclut par la nécessité de la lutte pour « la révolution sociale, pour le communisme et l'anarchie ». Alternative Libertaire souhaite que cette initiative contribue à renforcer le courant libertaire dans les combats sociaux quotidiens et les luttes de masse.



Pour un **Centre social libertaire** à Cuba

Dans notre précédent bulletin, nous rendions compte d'une rencontre avec des camarades libertaires cubains. Nous indiquions les difficiles conditions dans lesquelles ils et elles propagent les idées libertaires. Pas question, par exemple, de pouvoir louer un local. Or, après plus d'une décennie d'activisme social et politique au sein de l'Observatoire critique cubain³, et cinq ans de travail au sein de l'Atelier libertaire Alfredo López⁴, les camarades jugent que l'absence d'un local fixe est la principale difficulté pour l'expansion de leur intervention. **Une souscription est lancée⁵ !**

¹ www.anarkismo.net/article/28557

² Groupes « Noir et Rouge » de Thessalonique, « Dissinios Ipos' » et « Dinamitera » de Patra, « Kikilos tis fotias » et « Omikron 72" d'Athènes.

³ www.observatoriocriticocuba.org

⁴ www.observatoriocriticocuba.org/tag/taller-libertario-alfredo-lopez

⁵ www.polemicacubana.fr/?p=11284